



www.journal dumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°554 du 4 au 10 novembre 2025

TERRORISME
VIOLENCES ACCRUES
MALGRÉ LA LUTTE

BARRICK MINING
UN ACCORD RELANCE
LOULO - GOUNKOTO

FESTIVAL DE SIBY
HOMMAGE AUX
FEMMES RURALES



LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA

LES PROGRÈS MENACÉS

Le recul du financement extérieur fait peser une menace immédiate sur les traitements. Les autorités veulent en faire une opportunité pour bâtir une riposte souveraine.

GRATUIT

Ne peut être vendu

ÉDITO

Coups d'État :
Le symptôme d'un mal qui
gagne du terrain

Les coups d'État reviennent sur la scène africaine comme un vieux mal qu'on croyait sur le déclin. Depuis 2020, pas moins de neuf pays ont basculé, de la Guinée au Gabon, du Mali au Burkina Faso, jusqu'au plus récent épisode en Guinée-Bissau, en novembre 2025. À cette liste s'ajoutent Madagascar et le Niger, preuve que la crise dépasse les frontières régionales et s'installe dans une inquiétante normalité. Partout le scénario se répète. Des institutions fragilisées par des décennies de gouvernance contestée, des élites accusées de déconnexion, des services publics épuisés et des populations qui ne voient plus l'espoir d'un changement par les urnes. Les militaires entrent dans l'arène lorsque les mécanismes politiques sont trop affaiblis pour amortir les tensions. Ce n'est jamais un hasard, toujours un signal. Celui d'un État arrivé au bout de sa capacité à apaiser, réformer ou convaincre. Les organisations régionales, quant à elles, peinent à jouer pleinement leur rôle. En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO réagit souvent après la rupture sans avoir réussi à prévenir l'effondrement. Hors CEDEAO, l'Union africaine n'offre pas davantage de garanties de stabilité alors que certains de ses dirigeants prolongent leurs mandats au-delà du raisonnable. La question qui se pose est comment défendre l'ordre constitutionnel quand l'exemplarité n'est plus au rendez-vous ? Ce retour des putschs dit moins la force des armées que la faiblesse des institutions civiles. Il témoigne d'une panne profonde de confiance entre gouvernants et gouvernés. Tant que la gouvernance restera un point aveugle et que les organisations régionales se contenteront d'éteindre les incendies au lieu de bâtir des digues, l'Afrique restera vulnérable à ses démons les plus persistants.

MASSIRÉ DIOP

LE CHIFFRE

628

C'est le nombre d'avions Airbus A320 qui pourraient être inspectés pour « un problème de qualité », selon une annonce de la société ce 2 décembre 2025.

ILS ONT DIT...

- « Nous pouvons vous dire de façon certaine que la région de Tombouctou est prête. Nous avons terminé par une rencontre d'échanges avec la commission d'organisation pour les derniers réglages, constater les facteurs bloquants et les contraintes. Le gouvernorat et la commission ont pris beaucoup d'initiatives innovantes ». **Mamou Daffé, ministre de la Culture, de l'Artisanat et de l'Industrie hôtelière**, 2 décembre 2025.
- « Un groupe d'hommes armés et cagoulés a envahi les installations de la CNE vers 10 heures, ayant confisqué les téléphones portables de toutes les personnes présentes sur place. Les envahisseurs, en plus de s'emparer des objets personnels appartenant aux présents, ont complètement vandalisé les installations de la CNE ». **Idrîça Djalô, secrétaire exécutif adjoint de la Commission nationale électorale de Guinée-Bissau**, le 2 décembre 2025.

UN JOUR, UNE DATE

Le **10 décembre 1948** : adoption de la Déclaration universelle des droits de l'Homme par l'Assemblée générale des Nations Unies.



Habib Dembélé (Guimba), comédien, et Elhadji Firhoun, président de la délégation de la chambre de commerce de Tombouctou, sont désignés parrains du mois de décembre de l'année de la culture 2025.



Sanna Manjang, ancien membre des Junglers, a été livré aux autorités gambiennes par le Sénégal le 3 décembre 2025, à la suite de son arrestation récente en Casamance.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Le Rwanda a officialisé un accord de fabrication d'armes légères avec la Turquie, le 1^{er} décembre 2025. L'accord comprend la coproduction de drones et la construction d'une usine à Kigali destinée à l'assemblage et au traitement de ces équipements.

FIERS ET REUNIS
LA CAN

LE DECODEUR HD

1000 FCFA
TTC*

PARABOLE+ INSTALLATION OFFERTES

REABONNEZ-VOUS

30 JOURS
OFFERTS**A TOUTES LES CHAÎNES
+ DSTV ENGLISH PLUS

LUTTE CONTRE LE SIDA : DES AVANCÉES INDÉNIABLES MAIS UN FINANCEMENT INCERTAIN

À l'occasion du lancement, le 1^{er} décembre 2025, du Mois national de lutte contre le VIH - Sida, la situation révèle une riposte marquée par des progrès réels mais fragilisée par la crise du financement extérieur. La baisse de la prévalence, l'amélioration de la prise en charge et le renforcement des capacités nationales contrastent aujourd'hui avec des menaces persistantes.

MOHAMED KENOUI

Depuis le début des années 2000, la lutte contre le VIH au Mali s'est progressivement structurée autour de politiques publiques plus efficaces, de l'implication active de la société civile et de l'appui constant des partenaires techniques et financiers. Cette dynamique collective a permis de réduire significativement la mortalité, d'améliorer l'accès au dépistage, de renforcer les services de prévention et d'augmenter le nombre de personnes sous traitement antirétroviral. La prévalence au Mali, autrefois préoccupante, a régulièrement reculé, passant de 1,3% en 2010 à 0,76% en 2024. Cette évolution traduit les progrès accomplis dans la sensibilisation, la prévention et la prise en charge. Parallèlement, la couverture thérapeutique a connu une progression notable, passant de 5% au début des années 2000 à 68% aujourd'hui. La mortalité liée au VIH a quant à elle diminué d'environ 60% en vingt ans. Lors de la cérémonie du 1^{er} décembre, le Secrétaire général de la Présidence, Dr Alfousseyi Diawara, a salué ces avancées, affirmant que le pays avait accompli des progrès considérables, tout en soulignant que l'épidémie était concentrée au sein de groupes vulnérables, ce qui exige une vigilance constante. Il a rappelé que la réduction de la prévalence, la baisse des décès et le recul des nouvelles infections montrent que la majorité des personnes vivant avec le VIH connaissent désormais leur statut, sont traitées et vivent mieux. Malgré des résultats encourageants, les autorités reconnaissent que des poches de vulnérabilité persistent et qu'il reste beaucoup à faire pour consolider les acquis et éliminer le Sida comme problème de santé publique dans les prochaines années.

Le Mali se distingue par une prévalence relativement faible, comparée à certains pays de la sous-région, mais l'épidémie reste significative dans plusieurs groupes de population, notamment les femmes, les jeunes et les enfants. Le Secrétaire exécutif du Haut Conseil national de lutte contre le Sida (HCNLS), Dr Ichiaka Moumine Koné, a rappelé lors de la cérémonie qu'il fallait garder en tête une double réalité : celle des progrès indéniables et celle de la fragilité persistante de la riposte.

Une épidémie maîtrisée mais toujours présente Le Mali se distingue par une prévalence relativement faible, comparée à certains pays de la sous-région, mais l'épidémie reste significative dans plusieurs groupes de population, notamment les femmes, les jeunes et les enfants. Le Secrétaire exécutif du Haut Conseil national de lutte contre le Sida (HCNLS), Dr Ichiaka Moumine Koné, a rappelé lors de la cérémonie qu'il fallait garder en tête une double réalité : celle des progrès indéniables et celle de la fragilité persistante de la riposte. Il a indiqué que 62% des adultes séropositifs au Mali sont des femmes et que le pays a enregistré en 2024 un total de 4 003 nouvelles infections, contre 5 800 en 2022. Les décès liés au VIH ont également diminué, passant de 4 300 en 2022 à 3 236 en 2024. Sur les 111 000 personnes vivant avec le VIH recensées dans le pays, 75 000 sont aujourd'hui sous traitement. Toutefois, les performances de la cascade 95-95-95 restent insuffisantes, avec 71% des personnes connaissant leur

Nous ne pouvons plus considérer la crise financière extérieure uniquement comme un choc négatif. Elle doit devenir une opportunité de rationaliser, réorienter et nationaliser notre riposte.

lement diminué, passant de 4 300 en 2022 à 3 236 en 2024. Sur les 111 000 personnes vivant avec le VIH recensées dans le pays, 75 000 sont aujourd'hui sous traitement. Toutefois, les performances de la cascade 95-95-95 restent insuffisantes, avec 71% des personnes connaissant leur



Le Secrétaire général de la présidence de la République (au pupitre), représentant le Président de la transition à la cérémonie commémorative du 1^{er} décembre 2025.

statut sérologique, 68% sous traitement et 58% présentant une charge virale supprimée. Les écarts sont particulièrement marqués chez les enfants, dont seulement 56% sont sous traitement et 49% ont une charge virale contrôlée. L'un des défis majeurs est la

mais également des limites structurelles à surmonter, notamment en matière de prévention, de prise en charge pédiatrique et de protection de la femme enceinte. La stigmatisation, les pesanteurs sociales, les lourdeurs administratives dans la

REPÈRES

Personnes vivant avec le VIH au Mali en 2024 :

111 000

Couverture thérapeutique : **68%** en 2024

Financement extérieur de la riposte contre le VIH-Sida : plus de **80%**

En 2025, le HCNLS a ainsi conduit plusieurs actions majeures : promotion du dépistage et de la connaissance du statut sérologique, extension et renforcement des sites de prise en charge pédiatrique, amélioration du diagnostic précoce et des laboratoires et intensification du dépistage parmi les femmes en âge de procréer et dans les services de santé reproductive. Le renforcement continu des

structures de prise en charge s'est traduit par l'amélioration des équipements, l'élargissement de l'offre thérapeutique et la disponibilité des médicaments pédiatriques. Par ailleurs, plusieurs organisations communautaires soulignent que l'implication des associations de personnes vivant avec le VIH a joué un rôle déterminant dans l'amélioration du suivi, la réduction de l'abandon de traitement et la sensibilisation des populations rurales, encore confrontées à des barrières sociales et géographiques importantes.

Un contexte mondial qui fragilise les acquis Les progrès réalisés par le Mali interviennent dans un environnement international marqué par un recul du financement

de la lutte contre le VIH. De nombreux pays d'Afrique subsaharienne subissent déjà les effets de coupes budgétaires importantes. La réduction progressive des financements américains, notamment ceux de l'Agence américaine pour le développement international et du programme PEPFAR, a également pesé lourdement sur les services de prévention, de dépistage communautaire et de prise en charge pédiatrique, traditionnellement soutenus par ces partenaires. À l'échelle mondiale, près de 2,5 millions de personnes ont été privées de médicaments de prophylaxie pré-exposition et les programmes de prévention connaissent une pression croissante. Les projections indiquent que 3,3 millions de nouvelles infections supplémentaires pourraient survenir d'ici 2030 si cette tendance se poursuit. Le Mali, dont plus de 80% du financement de la riposte dépend de partenaires extérieurs tels que le Fonds mondial, est particulièrement vulnérable à cette situation. « Cette dépendance fragilise notre capacité de planification à long terme et nous expose aux fluctuations des aides internationales », alerte Dr Koné. Cette vulnérabilité menace la continuité de nombreux programmes essentiels : dépistage communautaire, prise en charge pédiatrique, prévention ciblée chez les jeunes et les femmes, approvisionnement en antirétroviraux et tests de diagnostic. L'une des principales inquiétudes est que les avancées scientifiques et techniques des dernières années ne puissent être maintenues faute de ressources. Cette incertitude pèse également sur les programmes de formation du personnel de santé, dont la mise à jour des compétences constitue pourtant un maillon essentiel pour maintenir la qualité de la prise en charge dans tout le pays.

3 QUESTIONS À



DR DEMBÉLÉ BINTOU KEITA

Présidente de l'ONG ARCAD Santé Plus

1 Comment se porte la lutte contre le Sida au Mali ?

Je pense que la lutte évolue favorablement. Au début, il y a peut-être 30 ans, nous avions une séroprévalence de 1,7%. Aujourd'hui, elle est de moins de 1%. Je trouve que les actions des acteurs de la lutte contre le Sida, les décisions politiques qui ont été prises et l'engagement des plus hautes autorités de ce pays ont fait la différence. Nous savons aujourd'hui que la lutte contre le Sida est en train d'être gagnée.

2 Quels sont les défis qui persistent ?

La principale difficulté aujourd'hui est que nous étions sur une lancée vers la fin du Sida en 2030, mais que cela est rendu difficile à cause de la diminution drastique des financements extérieurs. L'autre défi majeur est la persistance de la transmission mère-enfant du VIH. C'est pourquoi nous invitons toutes les femmes enceintes du Mali à accepter le dépistage.

3 Comment arriver à mettre en place un mécanisme de financement local ?

Il faut que l'État se mobilise. Il y a déjà un engagement politique, avec le Haut Conseil national de lutte contre le Sida (HCNLS), depuis plusieurs années. Il est maintenant nécessaire qu'il y ait aussi un engagement économique et financier. L'État devrait accorder plus de financements domestiques pour que la lutte contre le Sida puisse aboutir.

Vers une riposte souveraine et durable Face à ce contexte, la question du financement endogène s'impose comme une priorité stratégique. Le thème retenu pour le mois national de mobilisation 2025, « Sida, crise de financement extérieur, une opportunité pour promouvoir le financement souverain », traduit pleinement cette orientation. « Si la solidarité internationale est précieuse, notre lutte pour la santé de notre peuple ne peut plus reposer uniquement sur l'aide extérieure. Il est temps de faire du financement souverain un pilier de notre riposte », souligne Mme Djiré Mariam Diallo, Maire de la Commune III du District de Bamako. Pour le Haut Conseil national de lutte contre le Sida également, cette crise doit être transformée en levier d'action. « Nous ne pouvons plus considérer la crise financière extérieure uniquement

comme un choc négatif. Elle doit devenir une opportunité de rationaliser, réorienter et nationaliser notre riposte », insiste Dr Koné. Cette vision exige une refonte des mécanismes nationaux, un engagement renforcé de l'État, une gestion optimisée des ressources et une meilleure intégration de la lutte contre le VIH dans les systèmes de santé. La ministre de la Santé et du Développement social, le Colonel-Major Assa Badiallo Touré, partage cette analyse. Selon elle, la raréfaction du financement constitue un obstacle majeur qui menace les progrès, mais « nous devons tout mettre en œuvre pour lui opposer des mécanismes et des sources de financement innovants ». Elle rappelle que le ministère a déjà élaboré plusieurs documents normatifs, renforcé les plateaux techniques et décentralisé les soins pour améliorer l'accès aux services.

Protéger les avancées scientifiques et consolider la riposte Les innovations récentes dans la prévention et le traitement ont renforcé l'efficacité de la lutte contre le VIH. De nouveaux médicaments offrent davantage d'options préventives et thérapeutiques, tandis que l'intégration progressive de la prophylaxie pré-exposition et des autotests dans les systèmes nationaux a contribué à réduire les risques d'infection. Selon plusieurs observateurs, le Mali doit impérativement maintenir l'accès à ces outils, car l'épidémie reste présente et les nouvelles infections touchent encore plus de 4 000 personnes par an. Le pays se trouve aujourd'hui à un moment décisif, où la qualité de la riposte dépendra de sa capacité à préserver les avancées, surmonter la crise financière et construire une véritable souveraineté sanitaire. Pour garantir une réponse durable, les

autorités doivent intensifier les efforts dans le dépistage communautaire, l'accompagnement des jeunes, la réduction de la transmission mère-enfant et la prise en charge pédiatrique. La consolidation des acquis passe également par une meilleure articulation entre les structures nationales, les collectivités, la société civile et les partenaires techniques, afin de renforcer une réponse plus intégrée, résiliente et équitable. Comme le rappelle Dr Alfousseyni Diawara, la lutte contre le Sida exige de renforcer les capacités locales, de soutenir la recherche, d'améliorer la logistique et de garantir la disponibilité continue des antirétroviraux. La pérennité de ces progrès dépendra enfin de la capacité collective à anticiper les ruptures de financement, à renforcer la mobilisation citoyenne et à inscrire durablement la lutte contre le VIH au cœur des priorités nationales. ■

VIH - SIDA 2024 : TENDANCES AU MALI ET DANS LE MONDE

Les nouveaux chiffres montrent des écarts importants entre la situation du Mali et les tendances mondiales. Ils révèlent les progrès et les défis qui restent à relever dans la lutte contre le VIH.

MALI

Taux de prévalence :
0,76%

Personnes vivant avec le VIH :
111 000

Personnes vivant avec le VIH sous ARV : **75 945 (93,2%** d'adultes et **6,8%** d'enfants)

Nouvelles infections :
4 003 (Dont près de **1 500** chez les adolescents)

Décès liés au SIDA :
3 236



MONDE

Taux de prévalence :
0,7% (15 - 49 ans)

Personnes vivant avec le VIH :
40,8 millions

Personnes vivant avec le VIH sous ARV :
31,6 millions

Nouvelles infections :
1,3 million

Décès liés au SIDA :
630 000



**Du nouveau
chez Sahel Infusion
CAFÉ GINGEMBRE
made in Mali**



LUTTE CONTRE LE TERRORISME : LES VIOLENCES PROGRESSENT MALGRÉ LES INITIATIVES RÉGIONALES

La région ouest-africaine fait face à une intensification des violences armées qui oblige les organisations sous-régionales à renforcer leurs dispositifs collectifs de sécurité. Les attaques répétées contre les corridors maliens et les données alarmantes publiées par la CEDEAO, l'AES et divers organismes spécialisés témoignent d'une menace désormais pleinement transfrontalière.

MASSIRÉ DIOP

La coordination sécuritaire en Afrique de l'Ouest se trouve à un moment charnière. Selon les chiffres présentés en novembre 2025 au Conseil de sécurité de l'ONU par le Président de la Commission de la CEDEAO, Omar Aliou Touray, l'espace communautaire a enregistré environ 450 incidents terroristes et plus de 1 900 morts entre janvier et novembre. Le Sahel central concentre à lui seul près de 80% des attaques et plus de 85% des victimes, confirmant les tendances relevées par l'ACLED et l'Index mondial du terrorisme. Les attaques contre les convois de carburant reliant le Mali à ses ports ont mis en évidence une fragilité logistique qui dépasse les frontières nationales. Cette pression a précipité la mise en place de réponses collectives mieux structurées,



Les Chefs d'Etats-majors de la Confédération AES.

sonnels et pourrait atteindre 5 000 hommes selon les contributions des États membres. Touray a rappelé que le terrorisme constitue désormais une menace existentielle, y compris pour les pays côtiers, où des cellules dormantes ont été détectées. Le mécanisme d'alerte précoce de la CEDEAO demeure un instrument majeur d'anticipation et d'analyse.

ces dernières années, il continue d'alimenter les échanges stratégiques entre États sahéliens, en complément des autres dispositifs régionaux. À ces dispositifs s'ajoutent l'Initiative d'Accra et la Force Multinationale Mixte du Lac Tchad, deux architectures complémentaires dans la lutte contre l'expansion djihadiste. L'Initiative d'Accra, regroupant notamment le Ghana, le Togo, le Bénin et la Côte d'Ivoire, mène des opérations coordonnées pour contenir la progression des groupes armés vers le Golfe de Guinée. Tandis que la Force du lac Tchad, engagée contre Boko Haram et l'État islamique en Afrique de l'Ouest, est l'un des cadres opérationnels les plus actifs du continent.

Violences armées Pourtant, les données d'ACLED montrent que le Sahel central était en 2024 et au premier semestre 2025 l'un des foyers de violences les plus meurtriers hors zones de guerre. Les attaques visent aussi bien les villages que les forces armées et les axes économiques. L'Index mondial du terrorisme classe le Mali, le Burkina Faso et le Niger parmi les pays les plus touchés au monde. Ces dynamiques mettent en relief à la fois la multiplication des initiatives régionales et les tensions qui subsistent entre certaines organisations. Les

EN BREF

PÉNURIE ET VIOLENCES : LE UNFPA TIRE L'ALERTE

Dans son rapport d'octobre publié le 2 décembre, le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) décrit une dégradation rapide de la situation, marquée par la pénurie de carburant, l'escalade des violences et les restrictions imposées par des groupes armés. Le blocage des camions-citernes a perturbé l'approvisionnement, renforcé la pression sur les prix et accentué la vulnérabilité des populations. Malgré les coupures d'électricité, les difficultés de déplacement et la suspension de certaines activités, l'UNFPA a continué d'assurer les services essentiels grâce aux sages-femmes communautaires, aux équipes mobiles et aux espaces sécurisés. Les soins prénatals et postnatals, les accouchements assistés, la planification familiale et l'accompagnement des survivantes ont été maintenus. L'agence avertit toutefois que le financement reste largement insuffisant. Seuls 5,9 millions de dollars ont été mobilisés sur les 16,5 millions requis, un déficit de 64 % qui menace la continuité des services destinés aux femmes et aux filles. ■

Le Sahel central concentre à lui seul près de 80% des attaques et plus de 85% des victimes.

fondées sur un renseignement partagé et une coordination opérationnelle renforcée. Dans ce contexte, l'Alliance des États du Sahel s'affirme comme un acteur central, même si sa force unifiée est en phase de mise en place et loin de son plein potentiel. Le Mali, le Burkina Faso et le Niger multiplient néanmoins les opérations coordonnées pour sécuriser les corridors vitaux et commencent à mutualiser plus systématiquement leurs capacités de renseignement et de riposte. Parallèlement, la CEDEAO poursuit ses propres initiatives, malgré les tensions politiques qui l'opposent à certains États sahéliens. Sa Force d'intervention régionale, annoncée en 2023, dispose d'une capacité initiale de 1 650 per-

Des mécanismes déjà disponibles La région bénéficie également du Processus de Nouakchott, lancé en 2013 par l'Union africaine pour renforcer la coopération sécuritaire sahélienne. Ce mécanisme facilite la circulation des renseignements et l'harmonisation des stratégies de surveillance frontalière tout en intensifiant les formations spécialisées destinées aux forces des pays membres. Son rôle est devenu plus visible à mesure que les groupes armés étendaient leurs zones d'influence. Par ailleurs, le CEMOC, basé à Tamanrasset et réunissant l'Algérie, le Mali, le Niger et la Mauritanie, est un cadre de coopération axé sur le partage du renseignement et la surveillance des zones frontalières. Bien que moins visible

divergences institutionnelles ne masquent toutefois pas une réalité largement partagée. En effet, il est évident qu'aucune réponse strictement nationale ne peut enrayer une menace qui ignore les frontières et exploite les vulnérabilités structurelles des États. Les attaques visant les civils, les services locaux et les infrastructures économiques rappellent l'urgence d'une action régionale réellement coordonnée. La protection des corridors maliens a montré que l'efficacité collective repose avant tout sur la mutualisation des moyens, la rapidité de réaction et le partage du renseignement. Malgré les dispositifs complémentaires qui se renforcent, la réponse reste encore insuffisante face à l'ampleur de la menace. ■



KARIDIA SANGARÉ

« Ma sécurité numérique est mon devoir »

L'explosion des risques en ligne pousse aujourd'hui les acteurs des médias et de la société civile à renforcer leurs pratiques numériques. À Bamako, Women Tech Mali mobilise ces professionnels autour d'une démarche visant à mieux protéger les informations, les sources et les utilisateurs. Sa représentante Karidia Sangaré nous livre ses impressions.

PROPOS RECUEILLIS PAR MASSIRÉ DIOP

Vous portez aujourd'hui un plaidoyer fort autour de la sécurité numérique. Quel en est l'enjeu principal ?

La sécurité numérique est désormais un devoir pour chacun. Avec le projet Citoyenneté 2.0, financé par les Affaires étrangères du Danemark à travers le Fonds d'appui aux moteurs du changement, nous travaillons à renforcer la capacité des organisations de la société civile et des médias à évoluer dans un environnement numérique qui expose leurs données, leurs communications et leurs sources. L'objectif est d'amener ces acteurs à maîtriser les outils essentiels pour se protéger et protéger les personnes qu'ils représentent.

Qu'est-ce qui rend cette démarche urgente aujourd'hui au Mali ?

La circulation rapide et massive des informations sur les réseaux

sociaux a fait émerger de nouveaux risques. Nous observons une multiplication des contenus non vérifiés, des tentatives d'hameçonnage, des cyberescroqueries et des atteintes à la vie privée. Les organisations de la société civile et les professionnels des médias relaient beaucoup d'informations sans toujours disposer des connaissances nécessaires pour vérifier leur authenticité ou détecter les manipulations. Il est indispensable qu'ils puissent identifier les menaces, sécuriser leurs comptes, comprendre les techniques de phishing et mesurer l'impact d'une publication sur la protection des données à caractère personnel.

Quels résultats attendez-vous de cette mobilisation autour du numérique responsable ?

Nous attendons un engagement concret des participants à adopter des pratiques plus sûres et à devenir des relais de prévention dans leurs communautés. Nous voulons que chacun comprenne qu'un simple partage peut exposer une personne, une organisation ou même une communauté entière. La sécurité numérique n'est plus un choix, c'est une responsabilité. Il s'agit d'intégrer les bonnes pratiques de cybersécurité, d'appliquer systématiquement les règles de vérification des sources, de refuser la diffusion de données personnelles sans consentement. L'idée est de créer un environnement où chacun maîtrise les risques et agit en connaissance de cause.

Comment cette initiative s'inscrit-elle dans la vision portée par Women Tech Mali ?

Elle s'inscrit dans notre volonté d'accompagner une société malienne plus informée, plus consciente des enjeux numériques et capable de défendre ses droits en ligne. Protéger les données, lutter contre le cyberharcèlement et freiner les manipulations sont des responsabilités collectives. Nous voulons que cette démarche devienne un réflexe partagé. ■

KOWBEYE!

TM1
La télé qui vous allume !

CHAQUE SAMEDI | 20H15

INFO • CULTURE • DIVERTISSEMENT

SECTEUR MINIER : UN RAPPORT QUI REBAT LES CARTES

Le rapport présenté le 1^{er} décembre par la commission de négociation et de renégociation marque une étape décisive dans la refonte de la relation entre l'État et les sociétés minières. Ses conclusions, attendues depuis plusieurs mois, replacent les enjeux du secteur au cœur de l'actualité alors que les discussions autour de Loulo-Gounkoto et l'accord signé avec Barrick ont dominé les derniers jours.

FATOUMATA MAGUIRAGA

La commission fait état de 761 milliards de francs CFA recouverts, alors que l'objectif initial était fixé à 400 milliards. Elle annonce également que toutes les sociétés auditées seront désormais assujetties au Code minier de 2023, ce qui devrait générer une hausse prévisionnelle de 585,7 milliards de francs CFA par an pour les recettes publiques. Le rapport précise que le coût total de la mission s'élève à 2,87 milliards de francs CFA. Ces résultats interviennent dans un contexte marqué par l'accord conclu le 24 novembre entre l'État et Barrick Mining, qui met fin à deux années de contentieux autour de l'exploitation de Loulo-Gounkoto. La migration des deux sociétés vers le Code minier de 2023 et la garantie d'un cadre opérationnel stable devraient permettre une reprise des activités en janvier 2026. La mine, sous administration provisoire depuis juin, doit être restituée à l'opérateur, tandis que les sous-traitants se préparent à reprendre leurs opérations. L'impact économique de l'accord est estimé



Remise du rapport de la commission de renégociation des contrats miniers au président de la transition le 1er décembre 2025.

2024 :

Revenus du secteur minier : **835,1 milliards FCFA**

Augmentation : **52,5%**

Recouvrement après audit : **761 milliards FCFA**

à 220 milliards de francs CFA par an, dans un secteur qui avait affiché 835,1 milliards de francs CFA de revenus en 2024, en progression de 52,5%. Les emplois associés à la production, près de 7 000 postes directs et indirects, constituent également un enjeu social majeur pour les régions concernées. La libération, le 29 novembre, des

employés de Barrick détenus depuis environ un an a été perçue comme un signe d'apaisement supplémentaire. Avec la restitution de Loulo-Gounkoto et les perspectives ouvertes par le rapport, l'État entend désormais inscrire la renégociation minière dans une trajectoire plus large, centrée sur la souveraineté économique et la sécurisation durable des recettes nationales. ■

Donnez votre avis sur **Journal du Mali**

EN BREF

PROJET BOUGOUNI : PREMIÈRE CARGAISON DE CONCENTRÉ DE SPODUMÈNE

La société Kodal Minerals, exploitante de la mine de lithium de Bougouni, dans le sud du Mali, a annoncé le chargement de sa première cargaison de concentré de spodumène à destination de la Chine. La « première cargaison de 28 950 tonnes de concentré de spodumène de lithium » est arrivée au port de San Pedro, en Côte d'Ivoire, le 29 novembre 2025, a annoncé la société ce 1er décembre. Le navire chargé est ensuite parti le 30 novembre 2025 à destination du port de la province de Hainan en Chine, a précisé la société. Les Mines de Lithium de Bougouni (LMLB), filiale de Kodal Mining UK Limited (KMUK), devraient recevoir le premier paiement de cet envoi pour une valeur totale attendue de 24 millions de dollars. « L'envoi et l'expédition de notre premier chargement de concentré de spodumène de lithium vers Hainan, notre partenaire de développement et d'achat, sont une étape majeure pour notre équipe et permettront de percevoir les premiers revenus du projet. Par ailleurs, l'amélioration substantielle des prix du lithium se répercutera sur le prix de vente de notre concentré de spodumène », s'est réjoui Bernard Aylward, PDG de Kodal Minerals. ■

Thé malien à l'ère du numérique Une startup innove

Au Mali, où le thé est au cœur de la vie sociale, Abdoulaye Farota et Bakary Bengaly, deux jeunes ingénieurs, ont décidé de moderniser un rituel profondément ancré. Avec leur startup Mandé Tech, ils ont créé une machine automatique capable de préparer le thé malien en respectant les préférences de chaque consommateur. Baptisée Mandé Barrada, cette invention compacte et accessible attire déjà une forte attention et pourrait transformer la manière dont les Maliens partagent leur boisson favorite.

Dans un Mali où l'écosystème technologique national se développe rapidement, la Mandé Barrada s'impose comme une innovation à la fois surprenante et cohérente avec les usages locaux. Présentée au Salon des entrepreneurs de la Confédération des États du Sahel, elle a immédiatement suscité la curiosité du public. Les fondateurs expliquent que l'idée leur est venue presque spontanément en observant l'importance du thé dans les « grins », ces espaces de sociabilité où les discussions se prolongent souvent autour de plusieurs services traditionnels. L'appareil, léger et facile à trans-

porter, reprend le principe des machines à café, mais avec une adaptation au thé malien, dont la préparation exige habituellement du temps, de la précision et un véritable savoir-faire. La Mandé Barrada permet de choisir la force de la préparation - premier, deuxième ou thé plus corsé - ainsi que la quantité de sucre, allant du très sucré au sans sucre, le tout pour un prix fixé à 200 francs CFA, pensé pour rester accessible. Depuis les premières démonstrations, l'engouement est palpable. Dans les grins de Bamako, les curieux se succèdent pour découvrir cette machine qui allie tradition et modernité sans dénaturer



Mandé Barrada veut révolutionner la consommation du thé au Mali

l'esprit convivial du thé malien. Plusieurs consommateurs affirment y voir une manière pratique de gagner du temps tout en retrouvant les saveurs auxquelles ils sont attachés. Les deux ingénieurs travaillent déjà sur de nouvelles améliorations, notamment une production plus large et des déclinaisons destinées à d'autres boissons locales.

À terme, ils espèrent faire de leur invention une référence nationale, voire sous-régionale. Avec la Mandé Barrada, Mandé Tech démontre qu'innover peut naître de gestes quotidiens. Une belle promesse forte pour la technologie « Made in Mali » et pour l'avenir d'une tradition bien vivante aujourd'hui. ■

MOHAMED BABY



Garantissez la **croissance** de votre entreprise avec la **connexion dédiée**.



20 28 00 00
www.afribone.com
Facebook, Twitter, LinkedIn, YouTube

Inflation Une pression toujours forte

L'évolution des prix au premier semestre 2025 montre une inflation installée dans la durée. Les données publiées par l'Agence Ecofin confirment une dynamique encore élevée, malgré un ralentissement enregistré en fin de période. Au sein de l'espace UEMOA, où la norme de convergence fixe un plafond de 3%, les niveaux atteints au premier semestre de

cette année s'en écartent nettement. Dès janvier, l'inflation se situait à 7,6%, avant de progresser à 8,3% en février puis de culminer à 9,6% en mars, son point le plus haut du semestre. Le mois d'avril a marqué un léger recul à 8,2%, suivi d'un niveau de 8,1% en mai, signe d'un apaisement encore fragile. Le véritable infléchissement est intervenu en juin, avec une baisse à

5,3%, sans toutefois rejoindre les seuils fixés par l'Union. Ce mouvement s'explique par une détente sur certains produits alimentaires et par un ajustement des coûts de transport, mais les prix demeurent globalement élevés, notamment pour les céréales, l'énergie et les biens importés. Les spécialistes interrogés rappellent que cette inflation persistante fragilise le pouvoir

d'achat des ménages et complique la planification des entreprises, dans un contexte où les tensions géopolitiques et les fluctuations des marchés mondiaux influencent directement les économies ouest-africaines. Les prochains mois seront scrutés pour déterminer si la baisse amorcée en juin s'inscrit dans une tendance durable ou si les pressions inflationnistes resteront dominantes. ■

ENSEIGNEMENT : DES RETARDS DE SALAIRES QUI FRAGILISENT TOUT LE SYSTÈME

L'arrêt de travail déclenché par les syndicats de la région de Dioïla le 26 novembre a pris fin ce 1er décembre 2025, mais la crise révèle un malaise bien plus profond. Le retard récurrent dans le paiement des salaires des enseignants des collectivités, à l'origine de la paralysie dans cette région, touche en réalité plusieurs localités du pays et menace une année scolaire déjà marquée par des perturbations.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Le malaise du paiement des enseignants persiste.

Le mouvement spontané des enseignants fonctionnaires de Dioïla, qui a mis toutes les écoles à l'arrêt pendant plusieurs jours, repose sur un point de rupture bien connu. Il s'agit de l'application de la décision de 2011 du ministère des Finances qui prévoit le paiement des salaires des enseignants des collectivités au plus tard le 25 du mois. Lorsque cette date n'est pas respectée, les syndicats observent traditionnellement un arrêt de travail. Les organisations locales affirment que, malgré la patience observée ces derniers mois en raison des difficultés liées au SIGRH et à la pénurie de carburant qui a perturbé la rentrée, les retards persistent. Selon M. Famoussa Keita, Secrétaire général du SYNEM et Porte-parole de la Synergie régionale, la situation n'est plus tenable. Il estime que les efforts consentis jusque-là n'ont pas permis de corriger

les dysfonctionnements dans la chaîne de traitement des salaires.

Casse-tête À peine la crise de Dioïla suspendue, une autre localité est entrée en mouvement. Les enseignants de Koutiala ont entamé le 1er décembre un arrêt de travail similaire, pour les mêmes motifs. Cette simultanéité illustre que les perturbations liées au

sieurs cercles, notamment dans certaines communes de Sikasso, Koulikoro et Ségou. Les mêmes griefs reviennent, à savoir lenteurs administratives, circuits de validation trop longs, absence de remontées systématiques des services déconcentrés, surcharge persistante du Bureau central des soldes. Les mesures annoncées par l'État - obligation pour les représentants de rendre compte du traitement dans les délais et réflexion sur une recentralisation du paiement des enseignants - ne se sont pas encore traduites par des résultats visibles sur le terrain. Si l'arrêt de travail à Dioïla n'a duré que trois jours, ces interruptions répétées, cumulées aux retards de rentrée, représentent des heures de cours perdues pour des milliers d'élèves du public. La

L'arrêt entamé le 26 novembre par les enseignants de Dioïla et suspendu le 1er décembre 2025 n'est pas un cas isolé. Les enseignants de Koutiala ont entamé un mouvement similaire ce jour-là

paiement des salaires ne relèvent pas d'un simple incident administratif régional, mais d'un problème structurel. Des rapports syndicaux consultés récemment évoquent des retards répétitifs dans plu-

multiplication de ces mouvements confirme que la question du paiement des enseignants des collectivités est désormais un enjeu national, au cœur de la stabilité du calendrier scolaire. ■

EN BREF

VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE : « LA FEMME EN MOI » S'ENGAGE

Les violences basées sur le genre (VBG) et la désinformation genrée constituent des entraves à l'égalité des droits et portent atteinte à la sécurité des femmes. Pour lutter contre ces fléaux, la plateforme digitale « La Femme En Moi » a lancé une campagne de sensibilisation digitale dans le cadre des 16 jours d'activisme contre les VBG. La campagne vise à sensibiliser le grand public sur le danger de ces phénomènes pour les droits des femmes. Les violences basées sur le genre augmentent et se trouvent désormais amplifiées par la désinformation. Selon un rapport de l'UNFPA sur la violence en ligne, près de 60% des femmes ayant accès à Internet ont subi au moins une forme de violence dans le monde. Selon le Système de Gestion de l'Information sur la Violence basées sur le Genre (GBVIMS), 22 700 cas de violence ont été enregistrés. La campagne digitale initiée par la plateforme « La Femme En Moi » vise, à travers des vidéos, des podcasts et des affiches, à sensibiliser sur les dangers de la désinformation genrée. Les fausses informations alimentent les VBG en véhiculant des stéréotypes et des discours sexistes qui portent atteinte aux droits des femmes. Au-delà de la campagne des 16 jours d'activisme, située entre le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et le 10 décembre, Journée internationale des droits de l'Homme, la campagne doit s'étendre à d'autres cibles, comme les élèves et les universitaires, afin d'en élargir l'impact, selon le souhait des membres du mouvement. ■

CPI : UNE SESSION DÉCISIVE FACE AUX CRITIQUES ET AUX ATTENTES DE RÉFORME

Du 1^{er} au 6 décembre 2025, l'Assemblée des États parties au Statut de Rome tient sa 24^{ème} session à La Haye pour discuter de l'avenir de la Cour pénale internationale. Dans un contexte de fortes contestations, les délégations doivent défendre la Cour, répondre aux critiques et améliorer son fonctionnement.

MASSIRÉ DIOP



Les Etats discutent de l'avenir de la Cour pénale internationale à la Haye.

Créée pour juger les crimes les plus graves, la CPI arrive à cette session avec un bilan fortement scruté. Depuis 2023, elle a franchi un seuil politique en émettant un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine pour la déportation d'enfants ukrainiens, une première visant un dirigeant d'un membre permanent du Conseil de sécurité. En 2024, elle a aussi visé Benjamin Netanyahu, Yoav Gallant et Mohammed Deif pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité liés à la guerre de Gaza et aux attaques du 7 octobre. Ces décisions ont ravivé les critiques

contre la CPI. La Russie, Israël et les États-Unis l'accusent de dérives politiques, tandis que plusieurs pays africains maintiennent leurs reproches de « justice sélective ». En septembre 2025, le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont annoncé leur retrait du Statut de Rome, qu'ils qualifient d'instrument « néocolonial », même si ce retrait ne sera effectif qu'au bout d'un an et ne suspend pas les enquêtes en cours, notamment celles visant les crimes commis au Mali depuis 2012. À La Haye, les États parties examineront le budget 2026, renouvelleront plu-

sieurs organes techniques et passeront en revue les chantiers de réforme déjà engagés. Les discussions porteront aussi sur la coopération des États, la protection des témoins et l'avenir du Fonds au profit des victimes. Plusieurs délégations et ONG réclament une Cour plus visible sur le terrain, mieux comprise des communautés affectées et capable de rendre effectives les réparations ordonnées. Dans le même temps, les États parties doivent gérer des pressions croissantes. Les sanctions américaines visant des juges impliqués dans les mandats contre les dirigeants israéliens rappellent la fragilité d'une Cour théoriquement indépendante mais toujours tributaire de la coopération de ses membres pour appliquer ses décisions. Cette 24^{ème} session constitue une double épreuve. Les États parties doivent défendre un outil essentiel contre l'impunité dans un contexte international fragmenté, tandis que la Cour cherche à démontrer sa capacité à se réformer, à élargir réellement le champ de ses poursuites au-delà des États les plus exposés et à rester une instance crédible pour les victimes lorsque les juridictions nationales échouent. ■

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

CAFÉ : UN PLAISIR QUOTIDIEN AU LOURD COÛT CLIMATIQUE

Boire une tasse de café représente en moyenne 150 grammes de CO₂, un impact largement lié à la déforestation dans les zones de production. Selon les spécialistes, 75% de l'empreinte carbone du café provient de la culture en plein champ, un modèle agricole qui fragilise les sols et accélère la disparition des forêts tropicales. Le secteur contribue pour entre 3 et 10% des émissions mondiales de CO₂ liées à l'agriculture. L'agroforesterie apparaît comme une piste crédible pour réduire cette empreinte, en associant les caféiers à des arbres d'ombrage capables de restaurer les sols et de capter du carbone. Les experts recommandent également des pratiques de consommation plus sobres, comme l'usage de cafetières manuelles, beaucoup moins énergivores, et l'abandon des capsules, dont le bilan environnemental est élevé en raison de leur production et de leur faible retraitement. L'arabica, menacé par le réchauffement, illustre l'urgence d'une transition vers un café responsable, organique et certifié, tandis que le thé conserve une empreinte carbone quinze fois plus faible. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

KAYES : BRAS DE FER AUTOUR DES CAMÉRAS À L'HÔPITAL ALFOUSSEYNI DAOU

Les travailleurs de l'hôpital régional Alfousseyni Daou de Kayes ont observé un sit-in, le mercredi 3 décembre pour dénoncer l'installation de caméras de surveillance dans plusieurs services sans concertation préalable. Pour eux, ce dispositif, présenté officiellement comme un outil de contrôle sécuritaire, instaure en réalité une surveillance permanente du personnel et des patients, au mépris du climat de confiance nécessaire aux soins. Les manifestants ont aussi réclamé des droits financiers en souffrance, notamment des arriérés de primes et d'indemnités dont le montant s'élève à 33 millions FCFA. Les syndicalistes exigent l'ouverture d'un dialogue formel avec la direction, la suspension du dispositif de vidéosurveillance tel qu'installé et un calendrier clair de paiement des montants dus. ■

Ukraine Nouvelles manœuvres diplomatiques entre Washington et Moscou

Des pourparlers qualifiés de difficiles mais constructifs ont réuni le 30 novembre 2025, en Floride, des représentants américains - dont Steve Witkoff, Marco Rubio et Jared Kushner - et la délégation ukrainienne conduite par le ministre de la Défense, Roustem Oumerov. Selon les deux parties, les échanges ont porté sur un cadre global de règlement du conflit, incluant les paramètres d'un cessez-le-feu, les garanties de sécurité pour l'Ukraine et les contours de son architecture politique et militaire future. Ces échanges se déroulent alors que l'Europe suit cette évolution avec inquiétude, craignant d'être marginalisée dans les tractations. Ces manœuvres interviennent alors que l'envoyé spécial américain Steve Witkoff

s'est rendu à Moscou le 2 décembre pour rencontrer Vladimir Poutine. Un déplacement perçu comme une tentative de maintenir un canal direct entre Washington et Moscou. Plusieurs sources proches du dossier évoquent une phase de diplomatie intensive, sans toutefois laisser présager d'avancées rapides dans un conflit qui dure depuis 2022. Cette séquence diplomatique souligne la recomposition délicate des rapports de force, entre pression militaire sur le terrain et négociations menées en parallèle. Elle révèle aussi l'urgence de la création d'un cadre politique capable de réduire le coût humain d'un conflit qui bouleverse l'équilibre européen depuis plusieurs années. ■

LIGUE 1 PRO ORANGE : CAP SUR LA 3ÈME JOURNÉE

La 3^{ème} journée du Championnat national de football se dispute du 5 au 7 décembre 2025, avec plusieurs affiches déterminantes, aussi bien pour les leaders que pour les équipes en quête de rachat.

MOHAMED KENOVI



La 3^{ème} journée du championnat national promet de belles affiches.

La programmation démarre ce vendredi avec trois rencontres. Au stade Mamadou Konaté, Binga FC, leader provisoire avec deux victoires en autant de matchs, tentera de confirmer sa dynamique face à l'USFAS, solide 3^{ème} qui totalise quatre points après une victoire et un match nul lors des deux premières journées. Au même moment, au stade Ouezzin

Coulibaly, le FC Diarra, co-leader avec également six points, affronte le promu FC Mali Koura, 8^{ème} au classement avec un seul point obtenu lors de la première journée face à l'AS Bakaridjan. La journée s'achèvera au stade Salif Keita de Kati, où l'AS Korofina, qui compte une victoire et un match en retard, cherchera à poursuivre sur sa lancée face aux 11

Créateurs, lanterne rouge du classement général provisoire après deux défaites. Samedi, au stade Mamadou Konaté, l'AS Real, 4^{ème} avec trois points et un match en retard, tentera d'enchaîner une 2^{ème} victoire face à l'US Bougouni, en difficulté avec deux revers lors de ses deux premières sorties, face à Binga FC et au FC Diarra. À Kati, Derby Académie, promu ambitieux toujours à la recherche de son premier succès dans l'élite, reçoit l'AS Bakaridjan, qui compte également un seul point après deux journées.

Le Stade Malien et le Djoliba entrent en lice Cette 3^{ème} journée du Championnat national connaîtra un tournant majeur dimanche, avec l'entrée en lice des deux géants : le Stade Malien et le Djoliba AC, tous deux exemptés lors des deux premières journées. Au stade Mamadou Konaté, le Djoliba AC, en difficulté sur la scène continentale après deux défaites en Coupe CAF, tentera de se relancer face à l'US Bougouba, classé 6^{ème} avec une victoire et une défaite après deux matchs. Au même moment, au stade Ouezzin Coulibaly, Afrique Football Élite, battu lors de son premier match, défiera un Stade Malien en confiance après ses débuts réussis en Ligue des Champions CAF. Après deux journées riches en intensité, cette 3^{ème} manche du championnat pourrait déjà redistribuer certaines cartes, notamment pour les équipes de tête, qui rêvent d'enchaîner, et celles en difficulté, qui cherchent encore leurs repères. ■

Coupe du Monde 2026 Place au tirage au sort

Le tirage au sort de la Coupe du Monde de football 2026, prévue du 11 juin au 19 juillet 2026 aux États-Unis, au Canada et au Mexique, se tiendra le 5 décembre 2025 au John F. Kennedy Center, aux États-Unis, en présence du Président américain Donald Trump. La cérémonie marquera une étape clé dans la préparation du premier Mondial à 48 équipes, qui seront réparties en 12 groupes de 4. Les deux premiers de chaque groupe, ainsi que les huit meilleurs troisièmes, accéderont au second tour de la compétition. Les géants du football mondial, tout comme les nouvelles nations émergentes, guetteront leur positionnement, avec l'objectif d'éviter dès le départ un « Groupe de la mort ». Si l'identité de la majorité des équipes est connue, six places restent encore à prendre lors des barrages qui se tiendront en mars 2026. ■

M.K



CARTONS DE LA SEMAINE

En marquant lors de la victoire de Manchester City contre Fulham le 2 décembre, **Erling Haaland** est devenu le joueur le plus précoce à atteindre la barre des 100 buts en Premier League. Il n'a fallu que 111 matches à l'attaquant norvégien pour afficher ce total, alors qu'Alan Shearer, qui détenait le record jusqu'alors, l'avait établi en 124 rencontres.

Le sélectionneur belge du Cameroun, **Marc Brys**, a été limogé le 1^{er} décembre par la Fédération camerounaise de football (Fecafoot) pour « manquements professionnels ». En poste depuis avril 2024, il était en conflit ouvert avec la fédération et son Président, Samuel Eto'o, qui vient d'être réélu à la tête de l'institution.

FESTIVAL DE SIBY : UN HOMMAGE APPUYÉ AUX FEMMES RURALES DU SAHEL

Du 4 au 7 décembre 2025, Siby accueille une nouvelle édition de son festival, consacrée à la résilience des femmes rurales face aux défis climatiques et sécuritaires. L'événement mettra en avant des expressions artistiques, des savoirs communautaires et des traditions qui font la richesse du Mandé.

FATOUmata MAGUIRAGA



Le festival de Siby se poursuit jusqu'au 7 décembre.

Les éditions précédentes ont déjà montré la capacité de Siby à rassembler artistes, communautés rurales et visiteurs autour d'un rendez-vous où mémoire et création dialoguent. Après 2015 et la relance de 2024, le festival s'affirme comme un espace où traditions et initiatives contemporaines se rencontrent.

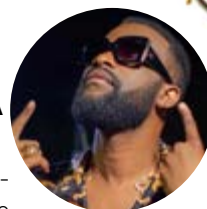
Au pied des formations rocheuses qui dominent Siby, le festival revient avec une édition tournée vers les femmes rurales du Sahel, figures centrales de la transmission des savoir-faire et de la cohésion des communautés. Le thème retenu souligne leur rôle essentiel dans un environnement marqué par les changements climatiques, l'insécurité et la fragilité des économies locales. Cette orientation donne à la rencontre une dimension à la fois expressive, patrimoniale et citoyenne. Durant quatre jours, les visiteurs assisteront à des performances qui puiseront dans les récits, les danses et les symboles du Mandé. Les masques, les marionnettes géantes et les scènes traditionnelles occuperont une place particulière, rappelant la profondeur des pratiques locales et l'ingéniosité des artisans qui perpétuent ces formes depuis des générations. Plusieurs groupes, collectifs féminins et artistes invités sont annoncés pour animer les soirées et les espaces d'échange, aux côtés d'inter-

venants venus partager des expériences issues d'autres régions sahéliennes. Le festival proposera également des ateliers, des expositions villageoises, des rencontres intergénérationnelles et des espaces dédiés aux initiatives portées par les femmes. Avec des productions issues de l'agriculture, de la transformation, de l'artisanat et des métiers traditionnels, ces espaces mettront en valeur des savoir-faire et des pratiques ancrés dans le quotidien, tout en témoignant de la capacité d'adaptation des communautés rurales. Ils permettront aussi de valoriser des parcours individuels souvent méconnus, bien que déterminants dans l'économie locale. L'édition 2025 s'inscrit dans la continuité du pré-lancement d'octobre, qui avait rassemblé partenaires, autorités locales et groupements féminins. Cette rencontre a confirmé la volonté de placer les femmes rurales au centre du festival et d'aborder les défis qui transforment leur quotidien. À travers les spectacles, les démonstrations, les échanges et les rencontres, le festival ambitionne de rappeler que les femmes rurales sont au cœur de la vie communautaire du Sahel. Leur créativité, leur force et leur sens de l'initiative constituent un patrimoine vivant que l'événement mettra en lumière tout au long de ces quatre journées à Siby. ■

INFO PEOPLE

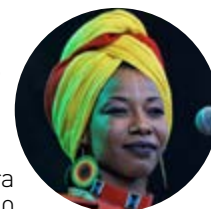
FALLY IPUPA : UN CONCERT ÉVÉNEMENT ANNONCÉ À BAMAKO

Fally Ipupa est attendu à Bamako le 24 décembre 2025 pour un grand concert sur l'esplanade du CICB. L'événement, largement relayé par la presse culturelle africaine, s'inscrit dans la dynamique de sa tournée actuelle et bénéficie du soutien du promoteur malien Mohamed Lamine Sangara, connu sous le nom de Momo de Paris ou Momo Uno Event. Ce rendez-vous sera l'occasion pour l'artiste congolais d'interpréter plusieurs de ses titres phares, dont « Eloko Oyo », « Maria PM », « Mayday » ou encore « Un coup ». Les organisateurs annoncent un spectacle d'envergure destiné à rassembler le public malien autour d'une prestation live considérée comme l'une des plus attendues de cette fin d'année.



FATOUmata DIAWARA : LAMO-MALI OUVRE SA TOURNÉE

Lamomali ouvrira sa tournée le 10 décembre à Forest National, avec Fatoumata Diawara au centre de son dispositif artistique. Ce retour marque une nouvelle étape pour le projet, désormais orienté vers une écriture plus acoustique autour de la kora et des harmonies mandingues, tout en conservant l'esthétique contemporaine introduite par « M ». Les organisateurs annoncent une scénographie renouvelée et plusieurs titres issus de « Totem », l'album qui a repositionné Lamomali comme l'un des projets les plus influents du répertoire afro-fusion. Cette première date est attendue comme un indicateur de la nouvelle direction artistique du collectif, avant les deux grandes soirées prévues à Paris les 16 et 17 décembre.



Journal du Mali
l'hebdo

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journaldumali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journaldumali.com

Rédacteur en chef :
Massiré DIOP

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA

Photographie : Bakary E. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse.
Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près M/ÉVA Palace - Bamako
Tél : +223 20 23 00 66
www.journaldumali.com
contact@journaldumali.com



Adoptez des **solutions biométriques avancées** pour plus de **sécurité.**



20 28 00 00
www.afribone.com

